Séance du : Mercredi 29 mars 2017
Le mercredi vingt-neuf mars deux mille dix-sept à dix-huit heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Civraisien en Poitou, dûment convoqué, s’est réuni en session ordinaire, à la salle socio-éducative du prieuré, place du prieuré, 86160 la Ferrière-Airoux, sous la présidence de Monsieur Jean-Olivier GEOFFROY.

Date de la convocation : mardi 21 mars 2017.

Présents : Mmes COLAS, COQUILLEAU, DELAGRANGE, DECELLE, DE RUFFRAY, GIRAUD, LESUEUR, MEMIN, MOUSSEY, MIGNOT, NOIRAULT, PHELIPON, SURREAUX, TEXEDRE, TOULAT-PAILLAT, MM. AUGRIS, BEGUERI, BELLIN, BOCK, BOSSEBOU, BOUHIÈRE, CARDIN, COOMP, FERRON, GALLAIS, GAUTHIER, GENTILS, GEOFFRET, GEOFFROY, GIRARDEAU, JALADEAU, LECAMP, METAYER, NEEL, PAIN, PEIGNE, PENINON, PENY, PIN, PORCHET, PAVOST, RENGER, RIGNAUD, ROCHER, RODIER, SAUMUR, SAVITRE, SENECHAU, SOBBOIS, TERRANOVA, THEVENET, VERGAI, membres titulaires, Mme CHEVAIS, M. BERNARD, membres suppléants.

Absents excusés : Mmes BERTHOMME, CHEMINET, COUTURIER, LEGRAND, MM. AUDOUX, BERGER.

Excusé également : M. Christophe PELTIER, Trésorier.

Secrétaire de séance : M. Vincent BEGUERI.

Vu le code de l’urbanisme et notamment les articles L.153-8, L.153-9, L153-11 et L.103-3

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de la Communauté de Communes du Pays Gençéen en date du 8/02/2016, relative à la prescription du PLUI sur son territoire,

Vu la Délibération de la Communauté de Communes de la Région de Couhé en date du 08/12/2015 relative à la prescription de l’élaboration d’un PLUI sur son territoire,

Vu la délibération de la Communauté des Pays Civraisien et Charlois en date du 14/03/2016 relative à la prescription d’un PLUI intercommunal,

Vu l’arrêté n°2016-D2/B1-039 portant création de la nouvelle communauté de communes issue de la fusion des communautés de communes de la Région de Couhé, du Pays Gençéen et des Pays Civraisien et Charlois à compter du 1/01/2017,

Le Président expose aux membres présents :
- Chacun des conseils communautaires avait validé le transfert de compétence « PLU, de document d’urbanisme en tenant lieu ou de carte communale » à leurs
communautés de communes avant la fusion des EPCI au 1er janvier 2017.
- Chaque communauté de communes avait prescrit sur son territoire, un Plan Local d’Urbanisme Intercommunal.
- Les trois anciens EPCI poursuivant le même intérêt de se doter d’un outil de planification et de programmation, qui soit la traduction d’un projet de territoire élaboré par les élus, il est cohérent, de fusionner les trois démarches à l’échelle du nouvel EPCI.

La loi Egalité & Citoyenneté vient réaffirmer qu’en cas de modification de périmètre ou encore de création d’un nouvel EPCI, y compris lorsque cette création est issue d’une fusion, le nouvel EPCI peut étendre à la totalité de son territoire une procédure d’élaboration ou de révision de son PLUi ou fusionner des procédures de PLUi engagées antérieurement.
Cette possibilité est ouverte dès lors que la ou les procédures PLUi en cours n’ont pas encore atteint la phase de l’arrêt.

Les enjeux du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal

Au-delà des aspects purement réglementaires, la Communauté de Communes Civraisien en Poitou aura à cœur de déterminer ses choix et sa stratégie de développement du territoire. L’élaboration du PLUi se veut avant tout être la définition d’un projet de territoire harmonieux et cohérent à l’échelle communautaire.
Ainsi, plusieurs objectifs interdépendants guideront la réflexion de la Communauté de Communes :
Les objectifs pour l’ensemble des communes du territoire de se doter d’un Plan Local d’Urbanisme Intercommunal sont :

> Objectifs transversaux :

- Maintenir le caractère rural du territoire tout en facilitant l’installation de nouvelles populations et de nouvelles activités ;
- Continuer de développer les actions de développement durable sur le territoire (énergies, valorisation et traitement des déchets, eau, air, transports...);
- Prendre en compte les PLU existants dans un souci de développement durable et coordonné ;
- S’adosser à l’élaboration du SCOT (pour la cohérence et pour l’utilisation commune des données)

> Objectif 1 : Population, habitat et cadre de vie

- Maintenir la capacité d’accueil de nouvelles population péri-urbaines et au-delà, tout en stabilisant celles des communes les plus au sud du territoire ;
- Permettre un développement maîtrisé et cohérent des communes tout en luttant contre l’étalement urbain et la consommation foncière ;
Favoriser un urbanisme structurant et maîtrisé tout en préservant les espaces à vocations agricoles ;
- Mettre en œuvre une politique de réinvestissement des logements vacants,
- Organiser l’équilibre social sur l’ensemble du territoire ;
- Définir une politique assurant une offre en logement diversifiée et de qualité (locatif, sénior, jeunes...) ainsi qu’un parcours résidentiel ;
- Réduire la vacance des logements par le renouvellement du bâti des centres villes, bourgs et villages ;
- Redynamiser les centres villes, bourgs et villages ;
- Valoriser le cadre de vie (services, équipements, commerces, écoles) et permettre la construction de nouveaux équipements destinés à l’enfance et à la jeunesse pour accueillir et maintenir de nouvelles populations ;
- Assurer un confortement du tissu urbain des hameaux ;
- Prise en compte du décret sur le règlement des PLU dans la loi PINEL, qui donne la possibilité de maintenir en loi RNU les zones déjà urbanisées comprises dans les villages et nos hameaux (exemple : utilisation des dents creuses pour la concertation de l’habitat).

> Objectif 2 : Economie, Développement durable et tourisme

- Prendre en compte et affirmer les Zones d’Activité Economique existantes et futures sur le territoire ;
- Maintenir et développer l’emploi local ;
- Conforter et développer les actions de développement durable et d’économie circulaires existantes et futures sur le territoire ;
- Favoriser le développement d’activités commerciales et artisanales de proximité dans les centres villes, bourgs et villages ;
- Appuyer et soutenir le développement touristique ;
- Promouvoir et développer les sites touristiques existants ;
- Revivifier le commerce local, prioritairement le commerce de proximité ;
- Maintenir les équilibres agricoles, et faciliter la consommation en circuits courts.

> Objectif 3 : Services publics, Equipements et transports

- Proposer un maillage cohérent d’équipements publics sur l’ensemble du territoire.
- Par la stabilité de la population, maintien-développement des services de proximité liés à la personne, pour l’enfance, la jeunesse et les séniors (écoles, collèges, agences postales,
gendarmerie, trésorerie, médecins, pharmacies, services à domicile, commerce ambulant...);
• Mettre en adéquation les équipements communaux et supra communaux avec les évolutions projetées;
• Au-delà du SDTAN, et considérant les objectifs déjà cités, construire l’architecture numérique nécessaire aux besoins industriels, des services et des particuliers, adaptée aux capacités du territoire;
• Anticiper les besoins en matière d’équipements et réseaux afin de maintenir et de densifier la couverture actuelle et supprimer les zones blanches;
• Améliorer et sécuriser les déplacements sur le territoire;
• Prendre en compte les enjeux liés au développement durable et favoriser une politique de déplacements adaptés sur le territoire et proposer des alternatives de déplacements;
• Valoriser et développer l’accès au ferroviaire, notamment par la mise en place de navettes entre la gare et les centres-bourgs;

> Objectif 4 : Protection et mise en valeur des Paysages et du Patrimoine

• Préserver les espaces naturels et agricoles du territoire;
• S’inscrire dans une gestion économie des ressources en valorisant les énergies renouvelables;
• Conserver, restaurer et protéger les milieux naturels, les zones humides, les continuités écologiques et hydro-morphologiques du territoire;
• Préciser les trames vertes et bleues issues du SRCE et du SCoT;
• Organiser l’aménagement du territoire afin de maîtriser les risques naturels et technologiques en s’appuyant sur la connaissance des phénomènes et une analyse systématique des territoires;
• Identifier, préserver et mettre en valeur le patrimoine et l’architecture locale (monuments protégés ou inscrits au Monuments Historiques, mais aussi petit patrimoine vernaculaire);
• Intégrer les apports de l’évaluation environnementale tout au long de la procédure d’élaboration du PLUi dans le cadre d’une démarche itérative,

> Objectif 5 : Gestion et réglementation

• Harmoniser les documents d’urbanisme sur l’ensemble du territoire afin d’avoir une vision globale, transversale et stratégique du développement territorial, tout en prenant en compte l’identité locale;
• Décliner, dans le PLUi, les documents supra-communaux et
notamment les objectifs du SCoT Sud-Vienne en cours d’élaboration ;
- Satisfaire aux évolutions règlementaires en inscrivant le PLUi dans une démarche de développement durable ;
- Mettre en place une économie d’échelle et une mutualisation de moyens.

Les principes et les moyens d’une co-construction

Le PLUI devra se construire dans un esprit de partage mutuel, pour aboutir à un projet partagé, respectant les intérêts de chacun dans une ambition communautaire. Il est ainsi rappelé que le PLUI doit être un cadre négocié pour traduire spatiellement un projet politique communautaire et rendre possible les projets des communes. Ainsi les modalités de travail en commun sont définies comme autant de garanties à chacune des 40 communes tout au long de la procédure d’élaboration du PLUI.

- Présidence du comité de pilotage de la démarche PLUI par le Vice-Président en charge de l’urbanisme
- Représentation assurée de chaque commune, par les référents de territoire (4) qui ont été désignés
- Associer les communes tout au long du processus. Cela pourra être réalisé par la mise en place de réunions, d’une rédaction d’une lettre du PLUI diffusée dans les communes...
- Une plateforme dématérialisée de partage de documents est mise en place à destination de tous les élus communautaires et communaux. Cette plateforme sera garante de la communication des documents et des supports et compte rendu de réunions, ainsi que d’échanges d’informations :
  http://plateforme.ecovia.fr
- Mise en place d’une phase de recueil préalable des projets et enjeux communaux,
- Assurance que les conseil municipaux seront impliqués à l’élaboration du zonage et des règles écrites du PLUi et des plans de secteurs qui pourraient lui être associé à travers les réunions de territoires.

La concertation avec la population

En matière d’information de la population sont prévus :

- Articles dans le bulletin communautaires et dans les bulletins municipaux
- Informations de l’avancement du PLUi sur le site internet de la Communauté de Communes du Civraisien en Poitou
- Affichage public au siège de la CDC et dans toutes les communes des délibérations et des informations pour les réunions publiques
Articles dans la presse locale
Exposition des éléments d’étude
- Les éléments d'études, les documents PLUi mis à disposition du public à la mairie de chaque commune et aux services administratifs de la CDC pour chaque grande étape de l’élaboration du PLUi
- Organisation de réunions publiques pour la présentation du diagnostic et pour la présentation du PADD

En matière de participations sont prévus :
- Organisation de réunions publiques pour la présentation du diagnostic et pour la présentation du PADD ;
- Mise à disposition d’un registre destiné aux observations de toute personne intéressée au siège de la CDC aux jours et heures d’ouverture habituels, celles transmises aux communes devront être transmises aux techniciens de la CDC pour être étudiées ;
- Les propositions pourront également être adressées par courrier à Monsieur le Président.

Eventuellement, d’autres modalités pourront venir renforcer la concertation, notamment en fonction des propositions émises par les élus, les techniciens de la CDC ou le groupement de bureaux d’étude le cas échéant.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DECIDE :
- **De Fusionner** les trois démarches de PLUI en une seule afin de réaliser le PLUI de la Communauté de communes du Civraisien en Poitou,
- **De Poursuivre** les objectifs fixés dans les délibérations des trois anciennes communautés de communes rappelés dans cette délibération,
- **D’Appliquer** les modalités de concertation citées dans cette délibération, et prévues dans les délibérations des trois anciennes communautés de communes,
- **D’Autoriser** le Président à suivre les 3 demandes de financement au titre des Appels à Projet PLUI et à solliciter toutes les subventions nécessaires auprès de l’Etat,
- **D’Inscrire** les crédits destinés au financement des dépenses au budget 2017

La délibération sera **notifiée** aux Personnes Publiques Associées :
- Préfet de la Vienne
- Président du Conseil Régional Nouvelle Aquitaine
- Président du Conseil Départemental de la Vienne
- Président du Syndicat Mixte du SCOT Sud Vienne
- Représentants de la Chambre de commerce et d’industrie, de la chambre des métiers, de la Chambre d’Agriculture de la Vienne
La délibération sera transmise pour information :
- Aux maires des communes limitrophes
- Au Président du Centre National de la Propriété Forestière
- Au Président de l’Institut National de l’Origine et de la Qualité
- Aux Présidents des Établissements Publics de Coopération Intercommunale en charge de Plans Locaux d’Urbanisme Intercommunaux limitrophes au territoire

Ces personnes publiques peuvent demander à être consultées, sur leur demande, au cours de l’élaboration du projet du PLUi. Les associations locales d’usagers agréées ainsi que les associations agréées mentionnées à l’article L.252-1 du code rural seront également consultées à leur demande.

Par ailleurs, le Président peut recueillir l’avis de tout organisme ou association compétent en matière d’aménagement du territoire, d’urbanisme, d’environnement d’architecture, d’habitat et de déplacement.

Conformément aux articles R.153-20 et suivants du code de l’urbanisme, la délibération fera l’objet d’un affichage au siège de la communauté de communes et dans chacune des communes membres durant un mois, d’une insertion en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, d’une publication au recueil actes administratifs de la communauté de communes. Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
Le Président,
Jean Olivier GEOFFROY

Certifié exécutoire
Reçu en Sous-Préfecture
Le :
Publié ou Notifié
Le :